

# Les formes contemporaines du populisme

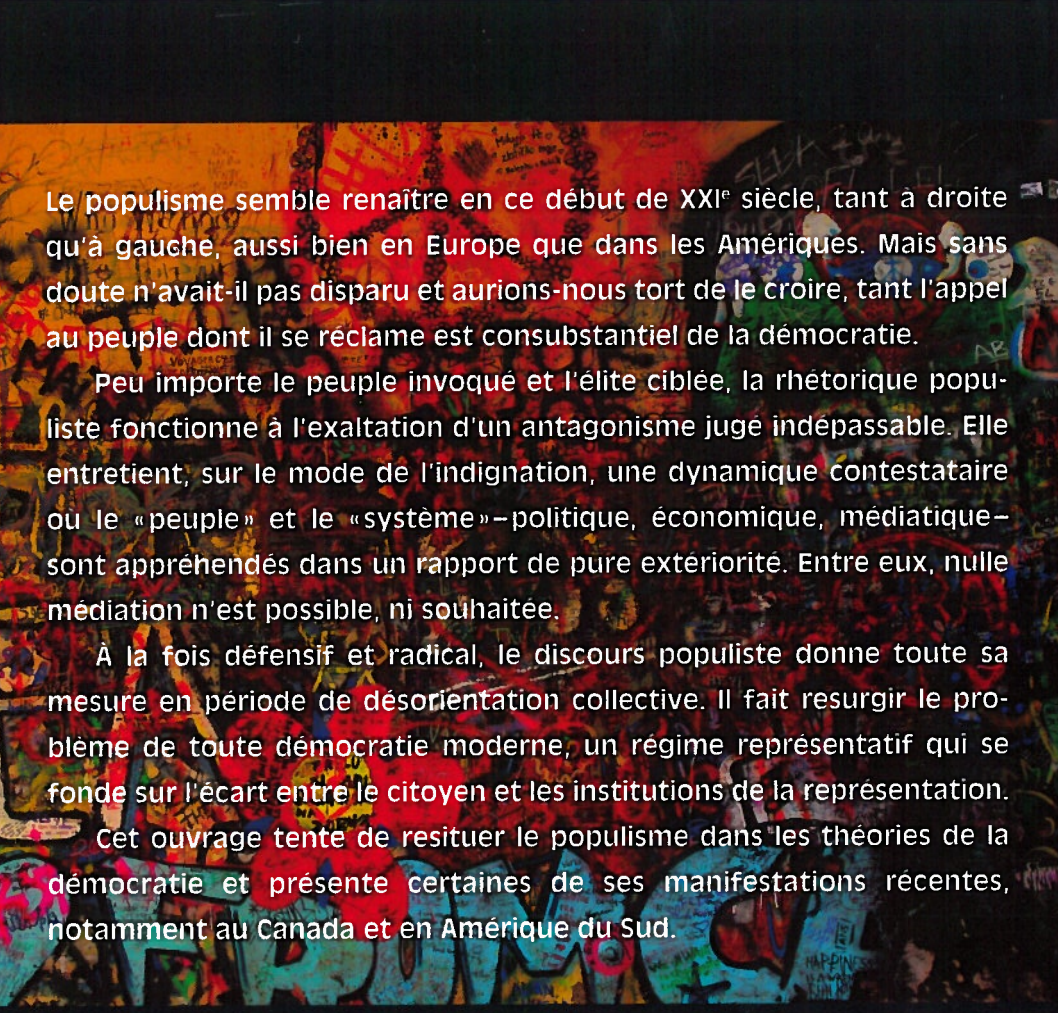
ÉDITIONS



**Athéna**

Sous la direction de  
**CHRISTINE COUV RAT** et  
**JOSEPH YVON THÉRI AULT**





Le populisme semble renaître en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, tant à droite qu'à gauche, aussi bien en Europe que dans les Amériques. Mais sans doute n'avait-il pas disparu et aurions-nous tort de le croire, tant l'appel au peuple dont il se réclame est consubstantiel de la démocratie.

Peu importe le peuple invoqué et l'élite ciblée, la rhétorique populiste fonctionne à l'exaltation d'un antagonisme jugé indépassable. Elle entretient, sur le mode de l'indignation, une dynamique contestataire où le «peuple» et le «système»—politique, économique, médiatique—sont appréhendés dans un rapport de pure exteriorité. Entre eux, nulle médiation n'est possible, ni souhaitée.

À la fois défensif et radical, le discours populiste donne toute sa mesure en période de désorientation collective. Il fait resurgir le problème de toute démocratie moderne, un régime représentatif qui se fonde sur l'écart entre le citoyen et les institutions de la représentation.

Cet ouvrage tente de resituer le populisme dans les théories de la démocratie et présente certaines de ses manifestations récentes, notamment au Canada et en Amérique du Sud.

**Ont aussi contribué à cet ouvrage:**

Dave Anctil, Chedly Belkhdja, Frédéric Boily, Yves Couture, Christine Couvrat, Muriel Gauthier, Jean-François Grégoire, Guy Hermet, Maxime Ouellet, Ricardo Penafiel, Joseph Yvon Thériault, Daniel Torunczyk Schein et Stéphane Vibert.

[www.facebook.com/athenaeditions.net](http://www.facebook.com/athenaeditions.net)

[www.athenaeditions.net](http://www.athenaeditions.net)

ISBN : 978-2-924142-10-3



9 782924 142103



## Présentation

# Les formes contemporaines du populisme

*Christine Couvrat et Joseph Yvon Thériault\**

Le discours populiste fait fond sur un peuple opposé à une élite, à un système, réputés le trahir, le manipuler, l'exploiter. Quelles que soient l'identité du peuple invoqué et l'identification de l'élite visée, la rhétorique populiste fonctionne, pour l'essentiel, à l'exaltation de cet antagonisme, posé comme indépassable. Elle entretient sur le mode de l'indignation une dynamique contestataire où le « peuple » et le « système » – politico-économique – sont appréhendés dans un rapport de pure extériorité. Entre eux, nulle médiation n'est possible, ni souhaitée. Le discours populiste est un discours à la fois défensif et radical qui donne toute sa mesure expressive en périodes d'incertitude, d'instabilité, de crise et qui, bien que dans des contextes différents, fait chaque fois resurgir la problématique de la démocratie moderne, régime du gouvernement indirect du peuple, et la question du rapport ambivalent de l'*homo democraticus* au pouvoir.

Ce livre est issu d'un colloque tenu en mai 2009 qui se proposait d'explorer certaines des formes contemporaines du populisme, dans leur rapport inédit, pour certaines, à la démocratie. Un rapport inversé en quelque sorte, qui ne signifierait plus, comme nous le verrons, l'étiollement de la démocratie, mais relèverait de sa consolidation. Un rapport inversé, susceptible de faire apparaître l'appel (tribunitien) au peuple, non pas comme le réflexe pathologique qu'il a pu être historiquement, mais comme une source de démocratisation, une voie possible de l'émancipation collective. Cette évolution du populisme – qui va de pair avec celle du « peuple », référence souveraine, mais qui désigne une réalité fluctuante – nous a incités à porter un

---

\* Respectivement chargée de cours en sociologie et directeur de la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie, Université du Québec à Montréal.

regard renouvelé sur un phénomène aussi ancien que la démocratie, mais dont nous ne considérerons, parmi les diverses manifestations, que les plus récentes.

Le choix de cette thématique s'inspirait d'une actualité marquée depuis les années 1990 par l'audience électorale et le succès d'estime croissants de mouvements ou de partis dits populistes, dans l'Union européenne élargie et sur le continent américain, notamment en Amérique latine. Le phénomène était d'autant plus intéressant à analyser que, mêlant caractères anciens et traits originaux, il semblait susceptible, comme l'illustrent certains des cas présentés dans cet ouvrage, de débarrasser le populisme, négativement connoté, de l'injonction d'inféquentabilité qui pesait sur lui depuis 1945 et d'ouvrir ainsi la voie à un néo-populisme d'obédience démocratique renvoyant, pour sa part, à un peuple dont nous verrons qu'il se trouve alors métamorphosé en « société civile », acteur spontanément constitué de sa propre émancipation plutôt que peuple pré-politique légataire d'une culture commune de référence, d'une *Leitkultur*.

### **L'éclipse providentialiste du populisme**

Pour éclairer notre propos, rappelons d'abord brièvement que, dans le contexte de la crise économique, idéologique et de régime des années 1930, la démocratie en phase de consolidation avait été emportée en même temps que le parlementarisme vacillant des nations européennes continentales par la montée des totalitarismes. Entre la conclusion belligène de la Première Guerre mondiale et les signes avant-coureurs de la Seconde, le terrain avait été fertile pour l'activation d'un populisme, d'extrême droite, ultranationaliste, dont l'agressivité xénophobe et antisémite le rendrait, après-guerre, durablement inféquentable pour les acteurs de la scène politique institutionnelle. Non pas que le populisme, et son objectif de protection du « peuple », ait disparu, mais il tendait à se maintenir plutôt sous la forme édulcorée d'un discours démagogique et réactionnaire à l'image, par exemple, des diatribes d'un Pierre Poujade en France, ou bien encore, misait sur le renforcement de sa popularité en assumant son positionnement aux marges de l'espace politique démocratique, comme dans le cas du lepénisme notamment.

Estampillé anti-démocratique et d'extrême droite au sortir de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, le discours populiste a traversé la période des Trente Glorieuses sur un mode mineur, non pas en raison de sa stigmatisation mais parce que la voix du peuple – comprise ici comme celle de la classe ouvrière – a pu être canalisée et amplifiée par les partis progressistes dans un contexte économique et politique propice à l'établissement d'un rapport de force qui leur était favorable. Le providentialisme, ensemble de mesures socio-économiques d'abord expérimentées sous son influence puis théorisées par un penseur libéral de gauche, John Maynard Keynes, a

décrédibilisé pour un temps les options extra-parlementaires et radicales, de gauche comme de droite, les cantonnant aux marges de l'espace politique démocratique.

Peu importe pour notre propos qu'une perspective révolutionnaire ait pu être maintenue, sur le plan idéologique, par cette partie de la gauche qui tardait à faire son Bad-Godesberg, pour le dire vite, l'essentiel, ici, est qu'un compromis social ait été trouvé à la satisfaction de la majorité des populations occidentales qui venaient grossir les rangs des classes moyennes. En ce qui concerne les institutions politiques, on peut dire que cette période a été celle de l'épanouissement de la démocratie représentative, de l'inscription des gouvernants et des gouvernés dans un même continuum symbolique, où le projet collectif d'action sur soi de la société passait par l'élaboration et la mise en œuvre de programmes sociaux, porteurs de conceptions divergentes du bien commun, mais articulés dans une perspective d'accession ou de participation au pouvoir et acceptant le principe de l'alternance au gouvernement.

Mis en œuvre et stabilisé dans le cadre de l'État-nation et dans un contexte international de division du monde en deux blocs idéologiques antagonistes, l'édifice providentialiste, fondé sur l'interventionnisme de l'État, a subi, à partir du tournant des années 1970, des coups de boutoir culturels, économiques et idéologiques jusqu'à se trouver profondément remis en cause par l'effondrement du Bloc de l'Est et le processus actuel de mondialisation. L'option révolutionnaire, maintenue sous le boisseau durant la période précédente, a connu un renouveau en 1968, essentiellement sous la forme, pour ne parler que de l'Occident, d'une révolution culturelle au long cours dont les répercussions – le rapport des citoyens aux institutions notamment –, sont aussi sensibles, nous y reviendrons, dans la montée en puissance contemporaine d'un néo-populisme à prétention progressiste.

### **Crise du politique, retour du populisme**

Le premier choc pétrolier, en 1973, a stoppé net une croissance qu'on avait voulu croire illimitée et marqué le début d'une ère de rigueur budgétaire, placée, en premier lieu, dans la sphère politique anglo-saxonne, sous les mots d'ordre du « moins d'État » et de la libéralisation des services publics. Les effets concrets, variables selon les pays, de cette offensive idéologique – réaction ultralibérale contre l'interventionnisme keynésien – se sont conjugués aux pressions sociales internes, qui exigeaient le décorsetage d'une société administrativement quadrillée et dont la culture individualiste se trouvait confortée par la prise en charge publique d'une solidarité que l'État peine désormais à garantir.

Un État critiqué pour sa gestion technocratique des problèmes et son impuissance face à l'économie globalisée. Un État pris en étau entre des

revendications sociales nationales et des pressions économiques et financières mondiales. Un État qui, aux yeux de nombre de ses citoyens, n'apparaît plus comme protecteur mais semble condenser toutes les caractéristiques d'un « système » dont il faut se prémunir, mais qui, à défaut d'un autre palier de régulation, demeure le principal destinataire des revendications sociales.

À ces égards, l'Union européenne, devenue un symbole du décrochage entre les citoyens et le(s) pouvoir(s), suscite de nombreuses réactions politiques et populaires face à ce qui est couramment perçu comme un édifice institutionnel technocratique et anti-démocratique qui dépossède les États-nations de leur souveraineté, comme un géant économique aux pieds d'argile qui semble incapable de jouer sur la scène mondiale un rôle politique susceptible de faire entendre une voix alternative dans la mondialisation, un golem sur lequel les gouvernants se défaussent pour justifier leur propre incapacité à répondre aux demandes sociales. Quel que soit le degré de pertinence de ces critiques, elles entraînent la recrudescence de mouvements et partis populistes dans la plupart des pays de l'Union européenne élargie et alimentent un discours à double détente dans la mesure où, à travers la dénonciation de « l'Europe », préfiguration régionale d'un cosmopolitisme appréhendé comme une menace, ce que vise la rhétorique populiste ce sont les États et leur complicité présumée active dans le délitement des souverainetés nationales. Voguant sur les craintes bien réelles de populations fragilisées dans un monde globalisé, ils prônent, pour la plupart, le repli protectionniste derrière des frontières à consolider ou à rebâtir et en appellent, pour certains, à la « démondialisation ».

Ces réactions se déclinent différemment selon les pays. Elles peuvent faire fond sur un nationalisme réactif (défense de la culture nationale magyare, française, etc. contre les étrangers, les migrants venus d'Europe de l'Est et du Sud, les réfugiés économiques et politiques du monde globalisé), développer une rhétorique qui oppose les régions riches aux régions pauvres (la Lega Nord, pour l'indépendance de la Padanie contre les pauvres du Sud de l'Italie gangrenée par la mafia ; les riches Flamands néerlandophones contre une Wallonie francophone, désindustrialisée et appauvrie), ou présenter des traits inédits, tel l'hédonisme sécuritaire d'un Pim Fortuyn, par exemple, qui entendait défendre les droits individuels (des gays, des femmes, etc.) et le mode de vie occidental contre la menace d'une culture islamiste jugée liberticide.

En raison des dérives populistes des années 1930, c'est le populisme européen qui a principalement marqué l'imaginaire politique des sociétés démocratiques. C'est pourquoi le portrait que nous venons de brosser peut être nuancé par l'expérience latino-américaine, comme le confirmeront certains textes du présent volume. Le populisme a été là tout aussi présent, sinon plus, qu'en Europe. Tous ont en tête l'expérience péroniste qui depuis

la fin des années 1940 jusqu'à aujourd'hui ne cesse d'habiter la politique argentine. L'antagonisme peuple-élite y a pris un contour plus rassembleur – nationalisme, anti-impérialisme, trans-classisme – en raison du caractère excentré des économies. On trouvera toujours ce même amalgame entre refus des médiations politique et critique de la domination extérieure dans le populisme contemporain comme celui de Chavez par exemple. Enfin, plus au nord, la politique canadienne qui avait été relativement épargnée par la vague populiste de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle n'est plus exempte du renouveau populiste.

Comme nous l'avons vu, l'hégémonie providentialiste avait projeté le populisme aux marges du politique, particulièrement à droite. Cela n'est plus vrai aujourd'hui, en Europe comme en Amérique, le populisme se décline à droite, comme à gauche. Si le populisme de droite est surtout marqué par un repli sur les vieilles identités nationales, le populisme de gauche s'affirme plus fortement par une perte de confiance dans les institutions de la démocratie représentative. C'est ainsi – bien qu'il y ait des populismes nationalistes de gauche, en Amérique du Sud, comme dans la Gauche française notamment –, que le populisme de gauche s'est affirmé dans les dernières années, par ce que Pierre Rosanvallon a appelé une démocratie de la « défiance », ou une « contre-démocratie<sup>1</sup> ». La mouvance altermondialiste en est un exemple éloquent où la protestation contre la mondialisation s'est détachée des partis politiques nationaux pour prendre le contour d'un populisme aux accents cosmopolitiques. Le Printemps arabe et le mouvement des indignés – que ce soit *Occupy Wall-Street*, les *Indignados* espagnols ou les manifestants grecs – ont été applaudis, dans la gauche occidentale, comme un cri « populiste », c'est-à-dire un appel flou de 99 % du peuple, en dehors des institutions de la démocratie représentative, à plus d'égalité.

Le populisme de gauche ne vise pas à éliminer les institutions de la démocratie représentative au profit d'un peuple fusionné par un leader charismatique, comme ce fut le cas du vieux populisme des années 1930. Il propose plutôt de réaliser une démocratie directe, sans élites et sans médiations, d'abolir la distance entre le peuple et les lieux de la décision politique. Tout cela au prix de programmes politiques, qui, pour se faire l'écho de préoccupations et de problèmes réels, s'épargnent l'épreuve de l'exercice du pouvoir et prospèrent sur sa dénonciation permanente.

La vitalité de ces différents discours populiste est l'indice d'une crise profonde. Une crise sociale et politique qui n'a pas encore provoqué, en Europe, de glissement de l'électorat vers la gauche, bien au contraire, comme si l'idée avait progressivement fait son chemin que la défense du « peuple » relevait d'un sursaut protectionniste davantage que d'un progressisme social qui n'aurait plus les moyens de ses ambitions, comme si, surtout, les partis

1. Pierre Rosanvallon, *La contre démocratie*, Paris, Seuil, 2006.

traditionnels, de droite comme de gauche, appartenaient au même système oligarchique, indifférent au sort des populations et relais du « capitalisme global dominé par les États-Unis ».

Indépendamment de la diversité de leurs contenus, ces discours se distinguent par une conception partagée du rapport à la politique et au pouvoir. Dans leur perspective, la protection du peuple, posé *a priori* comme culturellement ou socialement consistant, passe par l'affirmation d'un antagonisme irréductible et débouche sur la reformulation de la politique dans les termes du conflit opposant « peuple réel » et « oligarchie », « citoyens ordinaires » et « élites » politiques et économiques, « nationaux » et « étrangers ».

Cette conflictualité sociale, vécue sur le mode de l'antagonisme amis/ennemis, signale la sortie de la compréhension et de la pratique modernes de la démocratie, selon laquelle le conflit est aménagé dans l'espace public, structuré par un ensemble d'associations politiques, d'institutions représentatives, qui s'apparentent à ces corps intermédiaires que Tocqueville, à la suite de Montesquieu, considérait comme des créatures amphibies parce que, ayant un pied dans la société civile et un autre dans la société politique, elles médiatisent la rencontre de la société et de l'État.

\* \* \*

Il ne s'agit pas, dans cet ouvrage collectif, de proposer une analyse détaillée des formes contemporaines du populisme, dont Guy Hermet brosse un panorama dans l'introduction (« Le populisme aujourd'hui »), mais de présenter quelques approches théoriques (partie I), interprétations (partie II) et manifestations (partie III) d'un phénomène indissociable, selon certains, de l'exercice de la souveraineté par le peuple, quand d'autres y voient une forme pathologique de la démocratie.

### **Le populisme, phénomène inhérent à la démocratie**

Dans « Le populisme et les aléas de l'expression démocratique », Stéphane Vibert appréhende la démocratie comme un système fondamentalement bipolaire, qui repose d'une part sur le pilier du peuple détenteur du pouvoir souverain (« populisme ») et, d'autre part, sur la limitation de ce pouvoir par des règles et procédures légales (« constitutionnalisme »). Il s'agit d'un régime politique instable dans la mesure où l'accent mis sur l'un de ses fondements tend à éclipser l'autre : que les voix du peuple couvrent les voies légales et ces dernières sont menacées ; que le constitutionnalisme prédomine et le populisme s'exacerbe pour réintroduire du « peuple » dans le jeu démocratique. Après avoir analysé ce mouvement de balancier – « fonctionnement normal » du régime – en s'appuyant sur des auteurs classiques, Vibert s'interroge sur l'idéologie démocratique dont le centre est occupé par un « peuple » paradoxal : à la fois totalisation symbolique quand il est constituant et diversité sociologique quand il gouverne.



Prenant acte de l'unité symbolique du peuple juridique, Muriel Gauthier (« Du peuple au populisme: désirs et dangers de la représentativité absolue ») porte son attention sur les modalités de mise en œuvre de son pouvoir souverain et sur leur évolution contemporaine. Pour se gouverner, la démocratie moderne s'est ingénée à fabriquer de l'un avec du multiple. Elle a, pour ce faire, pensé et mis en place un ensemble d'écluses institutionnelles qui permettent de transformer la diversité des opinions, désirs et revendications du peuple sociologique en pouvoir de choix, de décision et d'action gouvernementales légalement sanctionnées par le Parlement. Mais ces médiations politiques, dont Gauthier rappelle qu'elles instituent la délégation du pouvoir des gouvernés aux gouvernants par le biais du mandat représentatif, sont aujourd'hui l'objet de nombreuses critiques dans la plupart des démocraties. C'est qu'à la représentation on préfère désormais la représentativité réputée permettre, explique-t-elle, l'accès au pouvoir du « vrai peuple » – du peuple dans la diversité des aspirations des groupes et des individus qui le composent – alors qu'il serait aujourd'hui monopolisé par une élite gouvernante cooptée et étrangère aux préoccupations de la « société réelle ». C'est sur cette rupture supposée entre « vrai peuple » et élites politiques que prospèrent, selon Gauthier, les discours populistes contemporains, dont elle note par ailleurs l'adéquation à l'individualisme démocratique. L'antagonisation radicale de l'espace public et la culture politique de citoyens avant tout soucieux de préserver leur autonomie individuelle se fondent, conclut l'auteur, dans le creuset d'une hostilité générale à toutes les médiations, dans un populisme analysé par Pierre Rosanvallon comme « antipolitique achevée » et « contre-démocratie absolue ».

Pour Yves Couture (« Le concept de populisme est-il encore pertinent ? »), l'opposition peuple-élite est également le déterminant central du concept de populisme, dont les connotations positives ou négatives sont influencées par les jugements moraux et politiques portés sur celui de peuple dont il est dérivé. Couture s'attache dans un premier temps à restituer dans ses grandes lignes l'évolution sémantique du concept de peuple. Une perspective historiciste qu'il complète, dans un second temps, par une approche structurelle, seule apte selon lui à rendre compte de la persistance contemporaine à utiliser le terme de populisme quand son référent, le peuple, tend à se liquéfier dans les sociétés égalitaires, individualistes et consuméristes de la modernité tardive. D'Aristote et Platon aux Modernes, et quelles que soient les projections symboliques dont il est investi, le peuple du populisme, qui renvoie à la partie d'un tout, est ce qui désigne l'organisation hiérarchique de la société – qu'on cherche à maintenir ou qu'on tente d'abolir. Qu'il s'agisse d'en réfréner les passions ou d'en faire triompher la souveraineté, le peuple était historiquement ce que l'on regardait de haut ou ce qui aspirait à se constituer en sujet politique autonome. Dans notre modernité tardive où – si ce n'est l'égalité sociale – la culture égalitaire a triomphé, écrit Couture, l'op-

position peuple-élite (populisme) demeure néanmoins subjectivement et politiquement rentable en tant qu'opérateur essentiel des distinctions idéologiques pourvoyeuses des controverses qui animent le théâtre social. C'est qu'indépendamment de la pertinence objective du « peuple », les individus, conclut-il, doivent bien « s'occuper à quelque chose » quitte à « mimer les divisions réelles des sociétés qui nous ont précédés. »

Les articles présentés dans la première partie de l'ouvrage, indépendamment de l'appréciation du phénomène, considèrent le populisme comme inhérent à la démocratie, régime de l'autogouvernement indirect du peuple.

Il en va différemment de ceux regroupés dans la deuxième partie qui voient essentiellement dans le populisme un discours du « faire peuple ». Le rapport au peuple du populisme est ici analysé par les auteurs comme un rapport d'instrumentalisation mis au service d'intérêts politiques ou économiques.

### **Le populisme comme idéologie dominante**

Selon Chedly Belkhodja et Frédéric Boily (« La banalisation du populisme au Canada »), le populisme, loin d'être circonscrit à l'extrême-droite de l'espace politique, tend de nos jours à se banaliser jusqu'à devenir « populaire » d'une extrémité à l'autre du spectre politique. S'interrogeant dans un premier temps sur les causes et les modalités d'un phénomène qui se généralise selon eux à partir des années 1980, les auteurs l'exemplifient ensuite par les discours des grandes formations politiques canadiennes qui pratiquent, écrivent-ils, le populisme conservateur, libéral ou néo-démocrate. D'après Belkhodja et Boily, le maître-mot du populisme contemporain est proximité. Il sonne comme une injonction adressée aux acteurs politiques dont on attend qu'ils fassent preuve de compassion envers les citoyens ordinaires, qu'ils se montrent sensibles aux situations individuelles, attentifs aux cas particuliers et, surtout, qu'ils soient en tout temps « à l'écoute ». Le peuple de ce populisme est un peuple d'individus que les acteurs politiques peinent à mobiliser tant les programmes partisans articulés en termes de bien commun ou d'intérêt collectif semblent trouver peu d'écho auprès d'eux. De là cette propension à pratiquer le discours de la proximité et de la compassion dans l'espoir de raviver un élan démocratique qui paraît s'investir exclusivement et s'épuiser dans une attitude de défiance vis-à-vis des institutions représentatives, dont les politiques sont eux-mêmes les élus.

Il est également question de ce « désir de participation » dans le texte de Maxime Ouellet intitulé « Populisme de marché, culture de la consommation de masse et crises du capitalisme avancé ». Un désir de participation que le marketing contemporain, analyse l'auteur, instrumentalise au service du capitalisme en faisant passer le marché pour la nouvelle agora démocratique, en laissant croire aux individus qu'ils sont plus libres de leurs choix

en tant que consommateurs qu'en tant que citoyens. Pratiquer le populisme de marché consiste, écrit Ouellet, « à transcender la dichotomie entre le politique et l'économique » et à développer « une rhétorique qui repose sur une fusion idéologique entre la démocratie et le capitalisme ». Une fusion idéologique dont on comprend qu'elle se fonde sur une conception du sujet propre à la théorie des choix rationnels et réduit la démocratie à un marché politique dont se détournent les acteurs dès lors qu'ils n'y trouvent pas leur compte. Autrement dit, la représentation politique étant jugée déficitaire du point de vue du désir de représentativité et de participation des citoyens, ces derniers se rabattraient sur un moyen subjectivement plus rentable d'exprimer leurs choix et de satisfaire leurs désirs : la consommation. Une consommation non plus passive, comme à l'époque du fordisme et du keynésianisme, mais la consommation de « sujets surmoïques » qui sont invités à participer activement à la conception et à la production des objets de tous leurs désirs en tant qu'entrepreneurs de leur propre vie. Ce faisant, ils pérennisent, à leur insu mais au profit du « système », le capitalisme désormais financiarisé. La boucle est bouclée.

La crise actuelle du capitalisme avancé serait masquée, selon Ouellet, par la personnalisation de ses responsables (spéculateurs, etc.) dans le but de masquer ses causes réelles : « les structures profondes de domination dépersonnalisée qui sont au fondement de l'économie politique ». Le populisme de marché achèverait donc la dépolitisation de l'économie en soumettant « en une forme de violence symbolique quasi objective les sujets sociaux aux injonctions provenant de la nécessité d'auto-valorisation illimitée du capital ». Ce qui fait sens, étant donné l'unique figure du sujet proposée à notre observation : un sujet politiquement et économiquement aliéné, dont on attendrait en vain qu'il se libère du fétichisme de la marchandise.

Tandis que chez Ouellet, le populisme (de marché) consiste à laisser croire aux individus qu'ils sont concepteurs et maîtres de leurs choix, l'ethno-populisme auquel s'intéressent Dave Anctil et Jean-François Grégoire (« Les antagonismes ethno-populistes : motivations, conflictualité et vulnérabilité ») est une stratégie qui vise à contraindre par « la réduction drastique des options laissées aux individus. » Dans les nombreuses zones conflictuelles de l'après-Guerre froide, elle serait mise en œuvre par des élites politiques autochtones après à l'enrichissement et au pouvoir pour mobiliser les masses et les entraîner dans des conflits d'« identités meurtrières ». C'est la rationalité instrumentale d'élites bénéficiant d'appuis extérieurs qui pousserait des populations assignées à des appartenances collectives à perpétuer des actions violentes (Rwanda, etc.). Cette thèse de la « manipulation élitaires de l'identité », privilégiée, apprend-on, dans l'imaginaire des « élites libérales, mondialisées et cosmopolites », ne rendrait compte en rien de la dynamique réelle de ces conflits. Elle permettrait toutefois, d'après Anctil et Grégoire, de délégitimer *a priori* les revendications nationalistes dont les conflits contem-

porains sont souvent porteurs et de justifier des interventions humanitaires pour contenir les déchaînements identitaires et, surtout, pour maintenir le statu quo géopolitique hostile à la fragmentation des États.

Or, analysent les auteurs, il convient de distinguer d'une part les identités imposées à la faveur d'une fragilisation sociale des appartenances identitaires qui sont source de solidarité sociale, d'autre part. Dans le premier cas, la construction d'identités conflictuelles joue sur des ressorts passionnels infra-politiques et, à l'instar des « conceptions élitistes de la démocratie, réserve la rationalité aux élites dominantes du jeu social ». Dans le second cas, la reconnaissance d'une appartenance communautaire partagée peut déboucher sur sa politisation en termes de revendications nationalistes émanant des peuples concernés et, ultimement, permettre de redessiner les frontières nationales à leur profit.

Qu'il s'agisse de servir des intérêts politiques, politiques ou économiques, les formes du populisme présentées dans la deuxième partie de l'ouvrage apparaissent comme autant de manières de manipuler des masses infantilisées. Leur désignation exacte serait plutôt « populace » que « peuple » dans la mesure où elles reçoivent consistance de l'extérieur: discours lénifiant de la proximité et de la compassion qui les constitue en groupes sociaux en mal d'attention; marketing politique mis au service des citoyens de la démocratie de marché; construction identitaire de la réalité à l'intention de foules socialement fragilisées.

### **Les dimensions du populisme en Amérique latine**

Si le populisme analysé à l'aune de l'expérience européenne insiste sur la crise de la démocratie et la manipulation des élites, fort différente est la lecture qui surgit de l'expérience de l'Amérique latine. Les deux derniers textes du présent volume présentent une large perspective sociohistorique d'une tradition politique qui a largement recouvert le continent depuis plus d'un siècle. Ici le populisme est bien plutôt associé à la formation politique du peuple, au-delà de ses divisions, qu'à la crise de la démocratie. Le populisme ne saurait alors se dissocier de la construction du peuple comme sujet politique autonome ou qui aspire à l'autonomie. La formation d'un peuple en antagonisme, avec l'ancienne aristocratie, avec les élites du capitalisme mondial est tellement intégrée à l'expérience du populisme latino-américain que plusieurs ont cru déceler dans celui-ci des relents de traditionalisme. La continuité du populisme, son « éternel » retour, ou tout ou moins ses prétentions au retour, sont signes qu'il n'en est rien. Le populisme est bien une logique politique d'articulation des antagonismes inhérents à la démocratie.

Pour Ricardo Penafiel (« Le retour du populisme en Amérique latine. Histoire séculaire d'une relation dialogique entre le "peuple" et l'"oligarchie" »), il faut se méfier d'une interprétation qui ne verrait dans le popu-



lisme qu'un danger tant pour la démocratie que pour la stabilité sociale, politique et économique. Le retour du populisme ne doit pas faire craindre un retour du protectionnisme, de l'isolationnisme et des déficits budgétaires. Reprenant l'histoire du populisme latino-américain et son éclipse des années 1980, Penafiel conclut que ce retour apparaît moins comme un danger pour la démocratie que comme une manière de re-politiser un espace public bloqué par des conceptions minimalistes et procédurales de la démocratie et du politique. Hier comme aujourd'hui, le populisme apparaît comme une manière d'articuler une myriade de demandes, de frustrations et de ressentiments. Plutôt qu'une menace pour la consolidation démocratique, le populisme pourrait être considéré comme un indice de cette même consolidation.

Pour Daniel Stein Torunczyk (« Le populisme et la question de l'antagonisme: populisme et mouvements sociaux après la crise de 2001 en Argentine »), il faut éviter de généraliser l'expérience du populisme. Si le populisme est une articulation des demandes populaires qui repose sur une logique antagonique, on ne doit pas le réduire à une simple logique politique. Le populisme est lié à des conjonctures critiques qui peuvent se décliner au moins de trois façons: fondationnel, transformiste et restitutif. Le populisme de Néstor Kirchner, dans l'Argentine des années 2000, serait « restitutif », il tenterait moins de créer une subjectivité politique ou de la transformer dans une perspective « contre-révolutionnaire » que de restituer des droits collectifs. C'est dans cette perspective qu'un tel populisme fut limité dans sa capacité de construire politiquement le peuple et qu'il s'est rapidement confronté à la logique des nouveaux mouvements sociaux et de leur nouvelle subjectivité politique.

\* \* \*

Le populisme, rappelle Guy Hermet dans le texte d'introduction à ce recueil « n'est pas une perturbation de la démocratie ou sa négation mais [...] sa forme la plus originelle et somme toute la plus authentique quand elle ne se trouve pas pervertie ». Cela nous semble juste à la lecture des textes qui suivent si l'on comprend que cette possible perversion n'est pas quelque chose d'extérieur à la démocratie mais lui est bien consubstantiel. La démocratie c'est le pouvoir au « peuple » mais en autant que ce « peuple », pour employer une expression chère à Claude Lefort, demeure une énigme. C'est quand, à gauche comme à droite, l'on croit avoir définitivement élucidé l'énigme du peuple que le populisme démocratique se transforme en perversion démocratique.

# Table des matières

## Présentation

Les formes contemporaines du populisme

*Christine Couvrat et Joseph Yvon Thériault*

7

## Chapitre 1

Le populisme aujourd'hui

*Guy Hermet*

19

## Chapitre 2

Le concept de populisme est-il encore pertinent ?

*Yves Couture*

29

## Chapitre 3

Le populisme et les aléas de l'expression démocratique

*Stéphane Vibert*

43

## Chapitre 4

Du peuple au populisme : désirs et dangers de la représentativité absolue

*Muriel Gauthier*

57

## Chapitre 5

La banalisation du populisme au Canada

*Chedly Belkhodja et Frédéric Boily*

81

## Chapitre 6

Populisme de marché, culture de la consommation de masse  
et crises du capitalisme avancé

*Maxime Ouellet*

99

## Chapitre 7

Les antagonismes ethno-populistes : motivations, conflictualité et  
vulnérabilité

*Dave Anctil, Jean-François Grégoire*

117

## Chapitre 8

Le retour du populisme en Amérique latine. Histoire séculaire d'une relation dialogique entre « le peuple » et « l'oligarchie »

*Ricardo Peñafiel*

137

## Chapitre 9

Le populisme et la question de l'antagonisme : populisme et mouvements sociaux après la crise de 2001 en Argentine

*Daniel Torunczyk Schein*

163